

**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 009, Numéro 024, Avril-Juin 2026

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 82 006 1696 ; 81 86 19 121; 89 7175 074

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 9, numéro 24
Avril-Juin 2026
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/POVH2848>
www.revue-is.org

**EXPLOITATION DES RESSOURCES MINIERES ET PERSISTANCE DES
MOUVEMENTS MIGRATOIRES DANS LA REGION DES GRANDS LACS
AFRICAINS : ANALYSE DES MECANISMES GEOPOLITQUES DE L'INSECURITE
REGIONALE DE 2015 A 2025**

Pierrette MBAWA ISSA

Chef de Travaux à l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP)/Gombe et Apprenant pour le DEA en
Relations Internationales à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

L'étude examine les interactions entre l'exploitation des ressources minières et la persistance des flux migratoires dans la région des Grands Lacs africains (2015–2025), démontrant que la présence abondante de minerais stratégiques engendre des rivalités géopolitiques, le financement de groupes armés ainsi qu'un affaiblissement de l'autorité étatique, notamment dans l'est de la République démocratique du Congo ; elle met en évidence que ces dynamiques induisent des déplacements massifs internes et transfrontaliers vers le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et la Tanzanie, tandis que les interventions internationales demeurent limitées en raison d'intérêts économiques divergents et d'institutions fragiles. La région des Grands Lacs africains représente, depuis de nombreuses décennies, un espace géostratégique central au sein des dynamiques politiques, économiques et sécuritaires du continent africain. L'étude met en évidence que les ressources minières, au-delà de leur rôle traditionnel en tant que moteur de développement économique, se sont progressivement établies comme des outils de domination politique, de financement des groupes armés et de rivalités géostratégiques impliquant des acteurs étatiques, des entreprises multinationales et des organisations armées transnationales.

Mots-clés : *Grands Lacs africains, ressources minières, mouvements migratoires, conflits armés.*

ABSTRACT

This study examines the interactions between mineral resource exploitation and persistent migration flows in the African Great Lakes region (2015–2025), demonstrating that the abundant presence of strategic minerals fuels geopolitical rivalries, the financing of armed groups, and a weakening of state authority, particularly in eastern Democratic Republic of the Congo; it highlights that these dynamics lead to massive internal and cross-

border displacements toward Rwanda, Uganda, Burundi, and Tanzania, while international interventions remain limited due to divergent economic interests and fragile institutions. For many decades, the African Great Lakes region has been a central geostrategic area within the political, economic, and security dynamics of the African continent. The study highlights that mineral resources, beyond their traditional role as a driver of economic development, have gradually established themselves as tools of political domination, financing for armed groups, and geostrategic rivalries involving state actors, multinational corporations, and transnational armed organizations.

Keywords : *African Great Lakes, mineral resources, migration flows, armed conflicts.*

INTRODUCTION

La région des Grands Lacs africains représente aujourd'hui l'un des espaces géopolitiques les plus sensibles et les plus stratégiques du continent africain. Cette région, composée principalement de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda et de la Tanzanie, se caractérise par une interdépendance substantielle politique, économique et sécuritaire. Depuis plusieurs décennies, elle demeure confrontée à des conflits armés récurrents, à des crises humanitaires prolongées ainsi qu'à une instabilité politique persistante qui fragilisent les mécanismes de coopération régionale et compromettent les perspectives de développement durable. Malgré l'existence d'importantes richesses naturelles, notamment les ressources minières stratégiques telles que le coltan, le cobalt, l'or, la cassitérite et le lithium, la région continue d'être marquée par des dynamiques de violence armée et d'insécurité chronique.

Selon Philippe Hugon, les ressources naturelles dans les États fragiles deviennent souvent des facteurs de conflictualité lorsqu'elles échappent au contrôle des institutions publiques et alimentent des logiques de prédation économique et politique¹.

Depuis 2015, les conflits armés observés dans l'est de la République démocratique du Congo ont connu une recrudescence significative, particulièrement dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Plusieurs groupes armés locaux et étrangers y développent des réseaux de contrôle territorial et économique autour de l'exploitation des ressources minières. Cette situation contribue non seulement à l'affaiblissement de l'autorité étatique, mais également à la consolidation d'économies de guerre fondées sur l'exploitation

¹ HUGON P., *Géopolitique de l'Afrique*, 3^e édition, Armand Colin, Paris, 2016.

illicite des minerais stratégiques. Les ressources minières sont ainsi devenues des instruments de financement des groupes armés, de compétition géostratégique et de maintien des rapports de force régionaux.

Le Groupe d'experts des Nations unies sur la République démocratique du Congo souligne que les circuits de commercialisation illicite des minerais constituent l'une des principales sources de financement des mouvements armés actifs dans l'est du pays.²

Par ailleurs, l'exploitation incontrôlée des ressources minières dans les zones de conflit a entraîné d'importantes conséquences humanitaires et migratoires. Les violences armées, les massacres communautaires, les violations massives des droits humains ainsi que la destruction des activités économiques locales ont provoqué des déplacements massifs de populations civiles à l'intérieur des États et au-delà des frontières nationales. Les flux migratoires observés vers les pays voisins, notamment le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et la Tanzanie, traduisent l'ampleur de l'insécurité régionale et la fragilité des mécanismes de protection des populations civiles.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, la région des Grands Lacs africains demeure l'un des principaux foyers mondiaux de déplacements forcés en raison de la persistance des conflits armés et de l'instabilité sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo³.

En outre, les enjeux liés à l'exploitation des ressources minières dépassent désormais le cadre strictement national pour s'inscrire dans une dynamique géopolitique internationale. La demande mondiale croissante en minerais stratégiques utilisés dans les industries technologiques et énergétiques a renforcé les intérêts économiques internationaux dans la région des Grands Lacs africains. Cette situation favorise l'implication d'acteurs étrangers, d'entreprises multinationales ainsi que de réseaux économiques transnationaux dans les circuits d'exploitation et de commercialisation des ressources minières.

² NATIONS UNIES, *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, Nations Unies, New York, 2022.

³ HCR, *Global Trends Forced Displacement Report*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 2023.

Achille Mbembe affirme que les ressources stratégiques africaines occupent désormais une place centrale dans les nouvelles configurations de puissance mondiale liées au contrôle des matières premières critiques⁴.

Face à cette situation, plusieurs initiatives régionales et internationales ont été mises en œuvre afin de promouvoir la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs africains. Les interventions de la MONUSCO, de l'Union africaine, de la Communauté d'Afrique de l'Est ainsi que de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs visent notamment le renforcement de la coopération sécuritaire régionale, la lutte contre les groupes armés et l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles. Toutefois, les résultats obtenus demeurent limités en raison de la persistance des intérêts géopolitiques divergents, de la corruption institutionnelle et de la faiblesse des capacités étatiques dans plusieurs pays de la région.

Roland Pourtier souligne que les politiques de stabilisation dans les Grands Lacs africains restent confrontées aux contradictions entre impératifs sécuritaires, intérêts économiques et souverainetés nationales⁵.

La région des Grands Lacs africains demeure, depuis plusieurs décennies, l'un des espaces géopolitiques les plus instables du continent africain malgré l'importance stratégique de ses ressources naturelles. La République démocratique du Congo, particulièrement dans sa partie orientale, concentre d'immenses réserves de ressources minières stratégiques telles que le coltan, le cobalt, l'or, la cassitérite et le lithium, indispensables au fonctionnement des industries technologiques et énergétiques mondiales.

Toutefois, loin de favoriser un développement économique durable et une amélioration des conditions de vie des populations locales, cette richesse minière semble paradoxalement alimenter des dynamiques de violence armée, de compétition géopolitique et de fragilisation des institutions étatiques. Paul Collier démontre que l'abondance des ressources naturelles dans les États fragiles peut devenir un facteur de prolongation des conflits lorsque les mécanismes de gouvernance demeurent faibles et insuffisamment institutionnalisés⁶.

⁴ MBEMBE A., *Politiques de l'inimitié*, La Découverte, Paris, 2016.

⁵ POURTIER R., *Afriques noires*, Hachette Supérieur, Paris, 2022.

⁶ COLLIER P., *The Bottom Billion*, Oxford University Press, Oxford, 2007.

Depuis 2015, la recrudescence des conflits armés dans l'est de la République démocratique du Congo met en évidence la complexité des rapports entre exploitation des ressources minières, insécurité régionale et mouvements migratoires. Plusieurs groupes armés locaux et étrangers contrôlent des zones minières stratégiques afin d'assurer le financement de leurs activités militaires et de renforcer leur influence territoriale. Cette économie de guerre contribue à l'intensification des violences contre les populations civiles, à l'affaiblissement de l'autorité de l'État ainsi qu'à la multiplication des crises humanitaires dans l'ensemble de la région des Grands Lacs africains. Selon les Nations unies, les réseaux illicites liés à l'exploitation minière dans l'Est de la RDC participent activement au financement des groupes armés et à la persistance des conflits régionaux⁷.

Les déplacements de population constituent alors l'une des principales conséquences des crises sécuritaires liées au contrôle des ressources minières. Les violences armées, les massacres communautaires, les violations des droits humains ainsi que la destruction des structures économiques locales provoquent des déplacements massifs de populations à l'intérieur de la RDC et vers les États voisins tels que le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et la Tanzanie. Ces migrations forcées accentuent les tensions diplomatiques régionales, aggravent les défis humanitaires et contribuent à la déstabilisation des espaces frontaliers. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés souligne que les déplacements forcés dans la région des Grands Lacs africains résultent principalement des conflits armés, de l'insécurité chronique et de la faiblesse des mécanismes de protection des civils⁸.

Par ailleurs, les interventions des organisations internationales et régionales, notamment celles des Nations unies, de l'Union africaine, de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, n'ont pas permis d'éliminer durablement les causes structurelles de l'insécurité régionale. Malgré les efforts diplomatiques et militaires engagés dans les processus de stabilisation, la persistance des intérêts économiques divergents, des réseaux

⁷ NATIONS UNIES, *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, Nations Unies, New York, 2023.

⁸ HCR, *Global Trends Forced... op. cit.*

criminels transnationaux et de la corruption institutionnelle limite considérablement l'efficacité des mécanismes de paix.

William Reno affirme que les économies de guerre africaines prospèrent généralement dans des contextes où les institutions publiques sont incapables de contrôler les réseaux économiques informels et les acteurs armés transnationaux.⁹

Dès lors, plusieurs interrogations fondamentales émergent de cette étude : comment l'exploitation des ressources minières contribue-t-elle à la persistance des mouvements migratoires dans la région des Grands Lacs africains entre 2015 et 2025 ? Dans quelle mesure les ressources minières constituent-elles un facteur d'alimentation des conflits armés et de l'insécurité régionale ? Quels sont les mécanismes géopolitiques qui expliquent la relation entre exploitation minière, violences armées et déplacements forcés des populations ? Enfin, pourquoi les initiatives régionales et internationales de stabilisation peinent-elles à instaurer une paix durable dans la région des Grands Lacs africains ?

La présente recherche part de l'hypothèse selon laquelle l'exploitation illicite des ressources minières dans la région des Grands Lacs africains constitue l'un des principaux facteurs de financement des groupes armés et de persistance des conflits régionaux, favorisant ainsi l'intensification des mouvements migratoires et l'aggravation de l'insécurité régionale de 2015 à 2025.

I. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

I. 1. Milieu d'étude

Le milieu d'étude de cette recherche concerne la région des Grands Lacs africains, avec une attention particulière portée à la partie orientale de la République démocratique du Congo, principal foyer des dynamiques sécuritaires, minières et migratoires analysées dans cette étude. La région des Grands Lacs africains constitue un espace géopolitique situé au centre du continent africain et regroupant principalement la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et, dans une approche élargie, la Tanzanie. Cette région se caractérise par une forte interdépendance historique, politique, économique et

⁹ RENO W., *Warfare in Independent Africa*, Cambridge University Press, Cambridge, 2011.

sécuritaire, liée notamment aux mouvements de populations, aux échanges transfrontaliers et aux enjeux stratégiques autour des ressources naturelles.

Roland Pourtier indique que la région des Grands Lacs africains est un espace de fortes tensions géopolitiques où les questions identitaires, territoriales et économiques s'entremêlent autour des ressources naturelles et des dynamiques sécuritaires régionales¹⁰. L'étude accorde une attention particulière aux provinces orientales de la République démocratique du Congo, notamment le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri.

Ces provinces disposent de vastes réserves de ressources minières stratégiques telles que le coltan, le cobalt, l'or, la cassitérite et le tungstène. Elles constituent également les principales zones d'activités des groupes armés locaux et étrangers concernés dans l'exploitation illicite des ressources minières et dans les conflits armés persistants depuis plusieurs décennies. La proximité géographique de ces provinces avec le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi favorise les échanges économiques transfrontaliers, mais également les trafics illicites et les mouvements de populations liés à l'insécurité régionale.

Le Programme des Nations unies pour le développement souligne que l'est de la RDC demeure l'une des régions africaines les plus affectées par les conflits armés liés au contrôle des ressources naturelles stratégiques¹¹.

Le Nord-Kivu constitue l'une des provinces les plus touchées par les violences armées et les déplacements forcés des populations. La présence de groupes armés tels que le M23, les Forces démocratiques alliées (ADF) et plusieurs milices locales y entretient une instabilité chronique. Les territoires de Rutshuru, Masisi et Beni représentent des espaces particulièrement stratégiques en raison de leur richesse minière et de leur importance dans les circuits commerciaux transfrontaliers.

Selon les Nations unies, le Nord-Kivu concentre une grande partie des affrontements armés et des mouvements migratoires enregistrés dans l'est de la RDC depuis 2021¹².

¹⁰ POURTIER R., *Op. cit.*

¹¹ PNUD, *Rapport sur le développement humain en Afrique*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, 2022.

¹² NATIONS UNIES, *Rapport du Secrétaire général sur la MONUSCO*, Nations Unies, New York, 2023.

Le Sud-Kivu se distingue également par l'intensité des conflits armés liés à l'exploitation artisanale et industrielle des ressources minières. Les territoires de Kalehe, Walungu, Fizi et Mwenga connaissent régulièrement des violences impliquant des groupes armés locaux et étrangers. L'exploitation illégale de l'or et du coltan y alimente des réseaux économiques parallèles qui contribuent à la fragilisation des institutions publiques et à l'insécurité régionale. Selon Jason Stearns, les économies de guerre développées dans les Kivu reposent largement sur le contrôle des ressources minières et des routes commerciales par les groupes armés¹³.

La province de l'Ituri constitue également un espace majeur de cette étude en raison des violences communautaires et des conflits armés qui y persistent depuis plusieurs années. Les affrontements entre groupes armés dans les territoires de Djugu, Irumu et Mahagi sont souvent liés au contrôle des zones aurifères stratégiques et des axes commerciaux. Cette situation contribue à l'aggravation des déplacements internes des populations ainsi qu'à l'augmentation des flux migratoires vers les pays voisins. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés indique que les conflits armés en Ituri figurent parmi les principales causes des déplacements forcés dans la région des Grands Lacs africains¹⁴.

Ainsi, le choix de ce milieu d'étude se justifie par l'importance géopolitique, économique et sécuritaire de la région des Grands Lacs africains dans les dynamiques contemporaines des conflits armés, de l'exploitation des ressources minières et des mouvements migratoires en Afrique centrale et orientale.

I. 2. Méthodologie de recherche

La présente recherche s'inscrit dans le champ des relations internationales et adopte une démarche scientifique qualitative à visée analytique et explicative. Elle porte sur l'étude des interactions entre l'exploitation des ressources minières et la persistance des mouvements migratoires dans la région des Grands Lacs africains entre 2015 et 2025.

¹³ STEARNS J., *The War That Doesn't Say Its Name*, Princeton University Press, Princeton, 2022.

¹⁴ HCR, *Global Report 2023*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 2024.

Cette étude cherche principalement à comprendre les mécanismes géopolitiques et sécuritaires qui expliquent la permanence de l'instabilité régionale dans un contexte marqué par la compétition autour des ressources stratégiques et la multiplication des acteurs étatiques et non étatiques.

Selon Marcel Merle, les relations internationales étudient les rapports de pouvoir, de coopération et de conflit qui structurent les interactions entre les différents acteurs de la société internationale¹⁵.

I. 3. Approche de recherche

La présente étude recourt à l'approche réaliste des relations internationales. Cette approche considère que les relations entre les États et les autres acteurs internationaux sont principalement déterminées par la recherche de puissance, la défense des intérêts stratégiques et la quête de sécurité. Dans le contexte de la région des Grands Lacs africains, l'approche réaliste permet de comprendre comment les ressources minières stratégiques constituent des instruments de puissance économique et géopolitique dans les rapports entre États, groupes armés et acteurs internationaux. Elle explique également les rivalités régionales autour du contrôle des ressources naturelles ainsi que les logiques sécuritaires qui alimentent les conflits armés et les mouvements migratoires. Hans Morgenthau affirme que la politique internationale repose essentiellement sur la lutte pour la puissance et la défense des intérêts nationaux dans un environnement international marqué par l'anarchie du système international¹⁶.

Par ailleurs, cette approche permet d'analyser les stratégies développées par les États voisins de la République démocratique du Congo dans la protection de leurs intérêts sécuritaires et économiques liés à l'exploitation des ressources minières de la région.

I. 4. Technique de collecte des données

La recherche utilise principalement la technique documentaire. Cette technique consiste à collecter, sélectionner et analyser des documents officiels, des rapports institutionnels, des ouvrages scientifiques et des articles académiques

¹⁵ MERLE M., *Sociologie des relations internationales*, 4^e édition, Dalloz, Paris, 1988.

¹⁶ MORGENTHAU H., *Politics Among Nations*, 7^e édition, McGraw-Hill, New York, 2006.

en rapport avec l'exploitation des ressources minières, les conflits armés et les mouvements migratoires dans la région des Grands Lacs africains.

Selon Jean-Louis Loubet del Bayle, la technique documentaire permet au chercheur en relations internationales d'analyser des phénomènes politiques et diplomatiques à partir de sources institutionnelles et scientifiques fiables¹⁷.

II. RÉSULTATS ET DISCUSSIONS

II. 1. Exploitation des ressources minières comme facteur de persistance des conflits armés

Les résultats de cette étude démontrent que l'exploitation des ressources minières constitue l'un des principaux facteurs de persistance des conflits armés dans la région des Grands Lacs africains de 2015 à 2025. Les provinces orientales de la République démocratique du Congo, notamment le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri, disposent d'importantes réserves de coltan, d'or, de cobalt, de cassitérite et d'autres minerais stratégiques fortement recherchés sur les marchés internationaux. Cette richesse naturelle a favorisé l'émergence d'une économie de guerre fondée sur le contrôle des sites miniers, des routes commerciales et des circuits illicites d'exportation des minerais.

Plusieurs groupes armés locaux et étrangers, notamment le M23, les Forces démocratiques alliées (ADF), les FDLR ainsi que diverses milices communautaires, utilisent l'exploitation minière comme principale source de financement de leurs activités militaires. Ces groupes imposent des taxes illégales aux exploitants artisanaux, contrôlent certaines zones minières et participent directement aux réseaux de contrebande transfrontalière.

Selon le Groupe d'experts des Nations unies sur la RDC, les réseaux illicites liés à l'exploitation des ressources minières continuent de financer les groupes armés actifs dans l'est du pays malgré les sanctions internationales et les mécanismes de traçabilité mis en place depuis plusieurs années¹⁸.

¹⁷ LOUBET DEL BAYLE J.-L., *Initiation aux méthodes des sciences sociales*, L'Harmattan, Paris, 2000.

¹⁸ NATIONS UNIES, *Rapport final... op. cit.*

Ces dynamiques confirment l'analyse réaliste des relations internationales selon laquelle les ressources stratégiques deviennent des instruments de puissance et de compétition entre acteurs étatiques et non étatiques. Dans cette logique, les minerais stratégiques de la région des Grands Lacs africains représentent non seulement des ressources économiques, mais également des enjeux géopolitiques liés à la sécurité régionale et aux intérêts internationaux.

Hans Morgenthau souligne que les États et les acteurs politiques poursuivent leurs intérêts stratégiques à travers le contrôle des ressources considérées comme essentielles à leur puissance et à leur sécurité¹⁹.

Par ailleurs, la faiblesse des institutions étatiques dans plusieurs zones minières favorise l'expansion des réseaux criminels transnationaux et l'enracinement des économies parallèles. L'incapacité de l'État congolais à assurer un contrôle effectif des territoires miniers contribue à la multiplication des acteurs armés et à la fragmentation de l'autorité publique. Cette situation entretient une instabilité chronique dans l'ensemble de la région des Grands Lacs africains.

William Reno affirme que les économies de guerre africaines se développent principalement dans des contextes où les institutions publiques perdent leur capacité de régulation politique, économique et sécuritaire²⁰.

II. 2. Mouvements migratoires comme conséquence de l'insécurité régionale

Les résultats de cette recherche montrent également que l'exploitation des ressources minières et les conflits armés qui en découlent ont provoqué d'importants mouvements migratoires dans la région des Grands Lacs africains. Les violences armées, les massacres communautaires, les violations des droits humains, les pillages ainsi que la destruction des infrastructures économiques et sociales ont entraîné des déplacements massifs de populations civiles.

De 2015 à 2025, plusieurs millions de personnes ont dû quitter leurs lieux de résidence dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo. Une partie importante de ces populations déplacées s'est réfugiée dans les pays voisins, notamment au Rwanda, en Ouganda, au Burundi et en Tanzanie. Les territoires de Rutshuru, Beni, Djugu, Kalehe et Fizi figurent parmi les zones les plus

¹⁹ MORGENTHAU H., *Op. cit.*

²⁰ RENO W., *Op. cit.*

affectées par les déplacements forcés liés aux conflits armés et à l'exploitation illicite des ressources minières.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés indique que l'est de la RDC demeure l'un des principaux foyers mondiaux de déplacements forcés en raison de la persistance des conflits armés et de l'insécurité chronique²¹.

Ces migrations forcées produisent des conséquences humanitaires considérables sur les populations civiles. Les déplacés internes et les réfugiés sont confrontés à des conditions de vie précaires, à l'insuffisance des services sociaux de base, à l'insécurité alimentaire ainsi qu'à des risques élevés de violences et d'exploitation. Les camps de réfugiés situés dans les pays voisins connaissent une forte pression démographique qui accentue les tensions sociales et économiques dans les zones d'accueil.

Du point de vue des relations internationales, ces mouvements migratoires contribuent également à la régionalisation des crises sécuritaires. Les flux de réfugiés et les déplacements transfrontaliers favorisent la circulation des groupes armés, des trafics illicites et des tensions diplomatiques entre les États de la région.

Barry Buzan souligne que les crises sécuritaires contemporaines tendent à dépasser les frontières nationales et à produire des interdépendances régionales en matière de sécurité humaine et de stabilité politique²².

II. 3. Limites des mécanismes régionaux et internationaux de stabilisation

L'analyse des résultats révèle que les interventions régionales et internationales déployées dans la région des Grands Lacs africains entre 2015 et 2025 ont produit des résultats relativement limités face à la persistance des conflits armés et des réseaux d'exploitation illicite des ressources minières.

La mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), l'Union africaine, la Communauté d'Afrique de l'Est ainsi que la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ont mis en œuvre plusieurs initiatives diplomatiques et militaires visant à restaurer la sécurité régionale. Toutefois, ces interventions demeurent confrontées à plusieurs contraintes structurelles, notamment la faiblesse des

²¹ HCR, *Global Trends Forced... op. cit.*

²² BUZAN B., *People, States and Fear*, 2^e édition, Harvester Wheatsheaf, Londres, 1991.

institutions étatiques, la corruption administrative, les intérêts géopolitiques divergents ainsi que l'implication d'acteurs étrangers dans les circuits économiques illicites.

Malgré la présence de forces internationales de maintien de la paix, les groupes armés continuent d'exercer un contrôle partiel sur plusieurs zones minières stratégiques. Cette situation démontre les limites des mécanismes sécuritaires actuels face à la complexité des conflits contemporains dans la région des Grands Lacs africains.

Roland Pourtier estime que les dispositifs internationaux de stabilisation dans les Grands Lacs africains restent insuffisants tant que les causes économiques et géopolitiques des conflits ne sont pas traitées de manière structurelle²³.

En outre, la demande mondiale croissante en minerais stratégiques destinés aux industries technologiques et énergétiques accentue la compétition internationale autour des ressources africaines. Cette situation favorise le maintien des réseaux illicites d'exploitation minière et renforce les intérêts économiques extérieurs dans les zones de conflit.

Achille Mbembe affirme que la mondialisation contemporaine transforme les ressources africaines en objets de compétition géostratégique dans les nouvelles dynamiques de puissance mondiale²⁴.

Ainsi, la stabilisation durable de la région des Grands Lacs africains nécessite non seulement des réponses militaires et sécuritaires, mais également des réformes structurelles. Celles-ci sont liées à la gouvernance des ressources minières, au renforcement des institutions publiques, à la coopération régionale et à la lutte contre les réseaux criminels transnationaux.

CONCLUSION

La présente étude avait pour objectif d'analyser les relations entre l'exploitation des ressources minières et la persistance des mouvements migratoires dans la région des Grands Lacs africains de 2015 à 2025, en mettant un accent particulier sur les mécanismes géopolitiques de l'insécurité régionale.

²³ POURTIER R., *Op. cit.*

²⁴ MBEMBE A., *O. cit.*

L'analyse effectuée a permis de démontrer que les ressources minières stratégiques constituent non seulement un enjeu économique majeur, mais également un facteur déterminant dans la persistance des conflits armés et de l'instabilité sécuritaire dans cette région.

Les résultats de la recherche révèlent que l'exploitation illicite des ressources minières dans l'est de la République démocratique du Congo contribue au financement des groupes armés, au développement des économies de guerre ainsi qu'à la fragilisation des institutions étatiques. Les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri apparaissent comme les principaux espaces de confrontation autour du contrôle des ressources stratégiques, notamment le coltan, l'or, le cobalt et la cassitérite. Cette situation favorise la multiplication des violences armées, l'affaiblissement de l'autorité de l'État et la persistance d'une insécurité chronique dans l'ensemble de la région des Grands Lacs africains.

L'étude démontre également que les conflits armés liés à l'exploitation des ressources minières constituent l'une des principales causes des mouvements migratoires observés dans la région de 2015 à 2025. Les violences contre les populations civiles, les violations des droits humains, les massacres communautaires ainsi que la destruction des structures économiques et sociales ont provoqué des déplacements massifs de populations à l'intérieur de la République démocratique du Congo et vers les pays voisins. Les migrations forcées apparaissent ainsi comme une conséquence directe des crises sécuritaires qui affectent durablement la région.

Par ailleurs, l'analyse met en évidence les limites des mécanismes régionaux et internationaux de stabilisation. Malgré les interventions des organisations internationales et régionales, les efforts de pacification demeurent confrontés à la complexité des intérêts géopolitiques, à la corruption institutionnelle, à la faiblesse des capacités étatiques ainsi qu'à la persistance des réseaux illicites d'exploitation des ressources minières. Les mesures de sécurité qui ont été prises sont encore insuffisantes pour répondre aux causes structurelles des conflits armés dans la région des Grands Lacs africains.

En définitive, cette recherche confirme l'hypothèse selon laquelle l'exploitation des ressources minières constitue l'un des principaux facteurs de persistance des conflits armés et des mouvements migratoires dans la région des Grands Lacs africains. La stabilité durable de cette région dépend dès lors du

renforcement de l'autorité de l'État dans les zones minières, de l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles, de la lutte contre les réseaux criminels transnationaux, du renforcement de la coopération régionale. Elle dépend également de la promotion de politiques fondées sur la transparence économique, la justice sociale et le respect des droits humains.

Enfin, cette étude ouvre des perspectives de recherche sur les nouvelles dynamiques géopolitiques liées à la transition énergétique mondiale et à l'augmentation de la demande internationale en minerais stratégiques africains. Elle invite également à approfondir les réflexions sur les enjeux de souveraineté économique, de sécurité régionale et de gouvernance des ressources naturelles dans les États africains contemporains.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BUZAN B., *People, States and Fear*, 2^e édition, Harvester Wheatsheaf, Londres, 1991.
- COLLIER P., *The Bottom Billion*, Oxford University Press, Oxford, 2007.
- EASTON D., *A Systems Analysis of Political Life*, Wiley, New York, 1965.
- HCR, *Global Report 2023*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 2024.
- HCR, *Global Trends Forced Displacement Report*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 2023.
- HCR, *Global Trends Forced Displacement Report*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 2024.
- HUGON P., *Géopolitique de l'Afrique*, 3^e édition, Armand Colin, Paris, 2016.
- LOUBET DEL BAYLE J.-L., *Initiation aux méthodes des sciences sociales*, L'Harmattan, Paris, 2000.
- MBEMBE A., *Politiques de l'inimitié*, La Découverte, Paris, 2016.
- MERLE M., *Sociologie des relations internationales*, 4^e édition, Dalloz, Paris, 1988.
- MORGENTHAU H., *Politics Among Nations*, 7^e édition, McGraw-Hill, New York, 2006.
- NATIONS UNIES, *Rapport du Secrétaire général sur la MONUSCO*, Nations Unies, New York, 2023.

-
- NATIONS UNIES, *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, Nations Unies, New York, 2022.
 - NATIONS UNIES, *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, Nations Unies, New York, 2023.
 - PNUD, *Rapport sur le développement humain en Afrique*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, 2022.
 - POURTIER R., *Afriques noires*, Hachette Supérieur, Paris, 2022.
 - RENO W., *Warfare in Independent Africa*, Cambridge University Press, Cambridge, 2011.
 - STEARNS J., *The War That Doesn't Say Its Name*, Princeton University Press, Princeton, 2022.